

## Revue de presse du 16 au 31 octobre 2019

<b>Afrique</b> .....	2
Libye .....	2
Algérie.....	2
Mayotte.....	3
<b>Europe</b> .....	3
Suisse .....	4
Grèce.....	4
Espagne .....	5
Malte.....	5
Italie.....	6
<b>Amériques</b> .....	6
Colombie .....	6

## Afrique

- **Le Monde Afrique**, 21 octobre 2019, [Les politiques migratoires européennes créent du populisme sans limiter les départs d'Afrique](#) \*

Le dernier rapport « *En escaladant les clôtures* » du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dénonce la politique migratoire européenne, caractérisée par une obsession de l'immigration dite irrégulière, et ses effets néfastes. La critique majeure porte sur le chantage à l'aide au développement en échange d'un effort d'endiguement des mobilités que l'Europe considère comme « irrégulières ». Cela fait déjà plusieurs décennies que les chercheur-e-s et membres de la société civile démontrent que le développement d'un pays n'a pas pour effet de « fixer sa population » mais, au contraire, d'en encourager la mobilité. C'est donc sur la base d'un postulat erroné que l'Europe établit l'une de ses principales stratégies migratoires, en plus d'ancrer une véritable rhétorique populiste sur le continent européen qui, sans s'en cacher, joue le jeu de l'extrême-droite.

## Libye

- **Al Jazeera**, 21 octobre 2019, [Vulnerable child and women refugees refused evacuation from Libya](#) [EN]\*

En une semaine, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) des Nations Unies a rejeté 87 demandes de réinstallation formulées par des personnes demandeuses d'asile bloquées en détention en Libye, faute de places pour les réinstaller dans des pays considérés comme sûrs. De plus, l'organisation a demandé aux personnes déboutées de quitter son camp de transit à Tripoli, afin de « désengorger » celui-ci. Elles se retrouvent désormais sans protection ni hébergement. En réponse, des exilées ont manifesté contre la systématisation des décisions de rejet de la part du Haut-Commissariat en charge de leur protection. [Les opérations du HCR en Libye éveillent de nombreuses questions et polémiques](#), son mandat paraissant abandonner peu à peu le principe de protection des personnes réfugiées pour lui préférer la défense des intérêts des États européens, qui pactisent avec les autorités libyennes dans le but de bloquer les migrations à destination de l'Union européenne.

- **Reuters**, 17 octobre 2019, [Desperate African refugees pay to get into Libyan jails: UNHCR](#) [EN]\*

Dans un acte de désespoir pour échapper à terme aux innombrables violences subies en Libye, des exilé-e-s payent pour entrer volontairement dans les centres de détention auxquels le HCR a accès, afin de bénéficier de ses programmes de réinstallation. Mais ce mince espoir est de plus en plus fragile. Trop peu de pays dits sûrs acceptent en effet de réinstaller dans leurs pays des réfugié-e-s bloqué-e-s en Libye, et dans tous les cas le nombre de places de réinstallation est dérisoire vis-à-vis des besoins de protection. La qualité de « pays sûrs » de certains d'entre eux (cf. le Rwanda) est par ailleurs discutable.

## Algérie

- **Le Monde Afrique**, 20 octobre 2019, [En Algérie, la météo clémente de septembre relance les départs de harraga](#) \*

En septembre 2019, les tentatives de traversées de la Méditerranée depuis l'Algérie se sont multipliées. Les Algérien-ne-s qui traversent la mer au péril de leur vie, faute de visa, sont appelés *harragas* ou « brûleurs » [de frontières] en arabe. Au cours du mois d'octobre, 21 personnes se sont noyées en mer, en quête d'un avenir meilleur et lassés du fort taux de chômage et de la corruption politique qui font rage dans leur pays.

## Mayotte

- **Libération**, 20 octobre 2019, [Immigration : « Mayotte est loin du compte en matière de respect du droit »](#)
- **Libération**, 22 octobre 2019, [A Mayotte, Macron veut « lutter contre l’immigration » ... et oublie le mot « clandestine »](#)

En déplacement à Mayotte, le Président Emmanuel Macron a multiplié les symboles de fermeté de l’État vis-à-vis de l’immigration sur l’île, principalement d’origine comorienne. Pour l’année 2019, le gouvernement s’est fixé l’objectif ahurissant de 25 000 expulsions depuis Mayotte (autant que depuis la métropole). Au 1<sup>er</sup> octobre, l’Élysée annonçait avoir déjà mené 22 000 expulsions au départ de l’île. Celles-ci s’ajoutent à l’opération civico-militaire *Shikandra* de surveillance des côtes 24h/24, afin d’intercepter les embarcations de *kwassa kwassa*. Ces contrôles migratoires, couplés à l’absence de secours, ont entraîné la mort d’un enfant en juillet dernier. Sur terre, les droits des exilé-e-s sont aussi largement bafoués. Des parents d’enfants français sont expulsés principalement vers l’île comorienne d’Anjouan ([ce qui pose des problèmes avec le gouvernement comorien qui, depuis plusieurs années, refuse ces expulsions vers son territoire](#)), les habitats de personnes migrantes considérées comme « irrégulières » peuvent être détruits sur ordre du préfet et sans ordonnance du juge. En décembre 2018, le bidonville de Kawéni (Mamoudzou) dans lequel survivaient des milliers de personnes avait été détruit par les propriétaires du terrain, aidés par les forces de l’ordre. Le tribunal administratif avait condamné la Préfecture pour avoir violé les droits fondamentaux des habitants.

## Europe

- **Modern Diplomacy**, 17 octobre 2019, [European Agenda on Migration four years on](#) [EN]

Préalablement à la tenue du Conseil européen les 17 et 18 octobre, la Commission européenne a fait le point sur l’évolution de sa politique migratoire depuis 2015 et publié le second rapport de l’année sur cette question. L’exécutif européen a loué, entre autres, le renforcement des partenariats avec l’ONU et l’Union africaine, ainsi que sa stratégie d’externalisation, nommée « développement de nouveaux partenaires et renforcement des anciens ». Ne faisant nullement mention des conditions déplorables de non-accueil et de détention dans les *hotspots* européens ou dans les pays dits de transit, Dimitri Avramopoulos, Commissaire européen chargé des migrations, s’est au contraire félicité du « système migratoire européen [qui] favorise la solidarité et la responsabilité ». Indéniablement, l’Union européenne de 2019 n’est pas celle de 2015. Sa coopération extérieure s’est renforcée afin d’endiguer davantage tout mouvement migratoire depuis les pays et régions d’origine, et les budgets alloués à Frontex et au Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique (FFU) augmentent de manière spectaculaire. De manière proportionnelle, les morts en mer et dans le désert se multiplient au gré des contrôles et moult blocages, et les droits des personnes en mobilité sont continuellement bafoués.

- **The Globe Post**, 18 octobre 2019, [EU’s Migration Policy: Imposing Suffering as Deterrence Measure](#) [EN]

La souffrance des personnes migrantes comme stratégie de dissuasion (pour les empêcher d’accéder au territoire européen et de s’y maintenir), est l’un des principaux fers de lance de l’Union européenne. L’auteur de l’article, Ludek Stavinoha, rapporte l’aveu général des fonctionnaires de Bruxelles, « pleinement conscients des horreurs qu’ils infligent ». C’est ce qui explique, selon lui, que les innombrables plaidoyers, rapports et appels de la société civile à leur encontre restent globalement lettre morte. Afin de changer de paradigme, il appelle à un « réveil subversif de la société civile » et encourage les populations européennes à exprimer leur rejet des mesures migratoires nationales et européennes, dignes selon lui de l’extrême droite.

- **Mediapart**, 27 octobre 2019, [Mourir en Méditerranée ? Pas de problème ...](#) \*
- **Euroefe Euractiv**, 28 octobre 2019, [La Eurocámara rechaza por solo dos votos más operaciones para salvar vidas en el Mediterráneo](#) [ES] \*
- **Le Quotidien**, 28 octobre 2019, [Migrants : les eurodéputés luxembourgeois fortement critiqués](#) \*

Jeudi 24 octobre, le Parlement européen a rejeté une résolution proposant la mise en place d'opérations de sauvetages en Méditerranée et la fin de la criminalisation des migrant·e·s et de leurs aidant·e·s (et donc du délit de solidarité). La résolution a été impulsée et appuyée par le groupe d'eurodéputés socialistes et démocrates (S&D), et a été rejetée à deux voix près par la « coalition tacite » formée, pour l'occasion, par le Parti populaire européen (PPE) et l'extrême-droite. 36 eurodéputés ont jugé la question des sauvetages en mer non assez essentielle pour légiférer. Au sein de la coalition de droite, le luxembourgeois Christophe Hansen a justifié son rejet du texte par le fait qu'un partage d'informations entre les centres de coordination et de recherche et tous les navires de sauvetage jouerait, selon lui, « en faveur des passeurs ». Pourtant, les institutions européennes ne peuvent se défaire de leurs responsabilités vis-à-vis des plus de 1 000 noyades depuis le début de l'année 2019 (selon Raphael Shilhav d'Oxfam) : elles seules sont responsables de ces tragédies et non les « passeurs », comme l'illustre bien ce vote indigne.

#### Suisse

- **Tribune de Genève**, 20 octobre 2019, [Migration : La Suisse va accueillir des réfugiés de Turquie](#)

En Suisse, le directeur du Secrétariat d'État aux migrations, Mario Gattiker, s'est inquiété des conséquences migratoires de la situation actuelle en Syrie, et notamment des bombardements de Recep Tayyip Erdogan sur le Kurdistan syrien. La nation helvète a ainsi annoncé prévoir « d'accepter pour la première fois au cours des deux prochaines années un petit contingent de réfugiés depuis la Turquie dans le cadre du programme de réinstallation de l'ONU ». Il s'agirait donc pour la Suisse d'offrir une protection internationale aux personnes actuellement réfugiées en Turquie. Toutefois, aucun chiffre ni ordre d'idée n'a encore été avancé par le gouvernement suisse.

#### Grèce

- **InfoMigrants**, 25 octobre 2019, [En Grèce, des habitants d'un village caillissent un bus de demandeurs d'asile](#)

Depuis le début du mois d'octobre, le gouvernement grec organise la réinstallation de plusieurs centaines de personnes demandeuses d'asile depuis les *hotspots* (principalement Lesbos et Samos) vers le continent, dans un effort de « désengorgement » de ces îles surchargées et dans lesquelles les migrant·e·s (sur)vivent dans des conditions déplorables. Suite à l'incendie du camp de Vathy le 15 octobre dernier sur l'île de Samos, 380 personnes devaient être réinstallées sur le continent, dans le village de Nea Vrasna. Après avoir été accueillies par des jets de pierre de la part d'habitants et d'hôteliers, les demandeur·se·s d'asile ont été transféré·e·s sur l'île d'Eubée. Ces 380 personnes font partie du groupe de 850 demandeur·se·s d'asile réinstallé·e·s en Grèce continentale le 21 octobre.

## Espagne

- **El País**, 16 octobre 2019, [El Gobierno alcanza la meta de reducir a la mitad la inmigración irregular](#) [ES]

En janvier, le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sánchez avait annoncé vouloir réduire de moitié les arrivées de personnes en situation « irrégulière » sur le territoire en 2019. La politique migratoire sécuritaire et de non-accueil, caractérisée par la coopération hispano-marocaine, a empêché des milliers de personnes de déposer une demande de protection depuis 2010, sous couvert de lutte contre la « migration irrégulière » et contre les passeurs. Le ministre de l'Intérieur et la Secrétaire d'État aux Migrations espagnols ont avancé l'argument erroné de « l'abus de la figure de la protection internationale » dans le pays. [En 2018, sur 55 749 demandes d'asile formulées, seules 3 178 ont reçu une réponse positive, et seules 620 personnes se sont vues octroyer le statut de réfugié.](#)

- **Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía** (APDHA, membre du réseau Migreurop), 25 octobre 2019, [Más de 170 organizaciones advierten a la Junta de Andalucía que emprenderán acciones legales si ceden los datos de personas migrantes en situación irregular](#) [ES]
- **Infomigrants**, 29 octobre 2019, [Espagne : des ONG s'opposent à la collecte de données sur les migrants illégaux](#)

En Andalousie, un accord passé par une coalition entre le *Partido Popular* (PP), *Ciudadanos* (centre-droit) et *Vox* (extrême-droite) prévoit le partage - entre les médecins, services sociaux et services de police - de données sur l'identité des personnes sans papiers afin d'accélérer les expulsions. En réponse, plus de 170 associations (parmi lesquelles nos membres espagnols l'APDHA et Andalucía Acoge) ont condamné l'accord dans un communiqué conjoint, informant leur intention de contester la mesure en justice, pour violation du Règlement de protection des données, de la Charte des Droits fondamentaux de l'UE, et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

## Malte

- **Times of Malta**, 21 octobre 2019, [Watch: Hal Far riot sparked by row between migrant and security](#) [EN]

Dans la nuit du 20 au 21 octobre, une émeute s'est déclarée dans la « *Tent Village* » d'Hal Far, l'un des principaux centres de détention maltais. Cinq voitures et un conteneur ont été brûlés dans l'enceinte du centre. Hal Far est particulièrement sous tension, [les exilé-e-s y étant détenu-e-s dans des conditions déplorable, parfois pendant plusieurs mois en violation avec la législation nationale](#). Parmi les migrant-e-s détenu-e-s à Hal Far, plusieurs devraient être réparti.e.s dans d'autres pays européens sous couvert d'accords de répartition. Dans cette attente, le gouvernement maltais choisit de systématiser leur détention. Malgré les amendements apportés à la loi maltaise en 2015 afin de mettre fin à la détention arbitraire et systématique des personnes migrantes – motif pour lequel Malte avait été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) – l'archipel continue de bafouer les libertés fondamentales en toute impunité, tant au niveau national qu'euro-péen.

- **Times of Malta**, 21 octobre 2019, [Migrant's detention beyond 10 weeks "on health grounds" is unlawful - court](#)

Six personnes demandeuses d'asile ont porté plainte suite à leur détention pendant dix semaines dans le centre de Safi Barracks, sous couvert – selon les autorités maltaises – de vérifications sanitaires. Les personnes migrantes affirment que cette détention, loin d'être une simple restriction de leurs mouvements, est une véritable privation de leur liberté personnelle, ce qu'a confirmé le tribunal de première instance en considérant que l'enfermement sur la base de lois sanitaires était illégal. Les plaignants ont témoigné de traitements humiliants, tels que leur transfert, menottés, entre le centre

de détention et le centre de santé ou le Bureau maltais du Commissaire aux réfugiés. Les autorités ont mis en avant un argument de préoccupation nationale pour la santé publique pour justifier la systématisation de la détention des primo-arrivant·e·s.

- **Infomigrants**, 24 octobre 2019, [Malte permet à des garde-côtes libyens d'entrer dans ses eaux territoriales pour intercepter des migrants](#)

Un bateau avec 50 personnes migrantes à bord a été intercepté dans la zone SAR (Search & Rescue) maltaise par les garde-côtes libyens. L'organisation AlarmPhone affirme avoir reçu un appel de détresse avant de le relayer au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (MRCC) maltais, qui s'est empressé de mobiliser le « PB Fezzan », navire des garde-côtes libyens. Selon les activistes d'AlarmPhone, Malte se montre « particulièrement peu coopérat[e] ces dernières semaines » avec les organismes de secours en Méditerranée. Toutes les personnes à bord ont été placées en détention dans le centre Tarik al Sika de Tripoli en Libye, les éloignant une nouvelle fois de la possibilité de légitimement formuler une demande de protection en Europe.

## Italie

- **Le Monde**, 30 octobre 2019, [Une centaine de migrants sauvés par l' « Ocean-Viking »](#)

L'*Ocean Viking* a débarqué 104 personnes migrantes sauvées en Méditerranée à Pozzalo, en Sicile, ce mercredi 30 octobre. Parmi ces exilé·e·s, 70 vont être transférés en France et en Allemagne – sans plus d'informations sur les chiffres et critères de répartition dans ces deux pays. Au total, ce sont 209 personnes sauvées en mer par le *Sea-Eye*, l'*Alan-Kurdi* et l'*Open Arms* qui ont débarqué en Italie. Oscar Camps, fondateur de l'ONG *Open Arms*, rapporte que les autorités maltaises avaient jugé que le « sauvetage [d'une embarcation à la dérive avec 15 personnes à bord] n'était pas nécessaire », embarcation qui se trouvait dans sa zone SAR (*Search and Rescue*).

## Amériques

### Colombie

- **El Nacional**, 25 octobre 2019, [La UE donará 11,1 millones de dólares a Colombia por crisis migratoria de venezolanos](#) [ES]

Le 24 octobre, la Directrice de la coopération de la Commission européenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes a annoncé un don européen de 10 millions d'euros, soit 11,1 millions de dollars à cinq villes colombiennes (Barranquilla, Riohacha, Maicao, Cúcuta et Medellín) pour « gérer la crise migratoire des vénézuéliens ». Cette enveloppe est destinée à financer l'intégration économique des vénézuélien·ne·s en Colombie. Les 28 et 29 octobre, l'Union européenne, l'OIM et le HCR se sont réunis au cours d'une « Conférence Internationale de la Solidarité » à Bruxelles, afin que l'Europe réaffirme son engagement vis-à-vis des pays d'accueil en Amérique latine. La question des réfugiés vénézuéliens est un véritable enjeu migratoire au niveau européen, notamment via la mobilité des réfugié·e·s vénézuélien·ne·s en Espagne. A l'été 2019, le HCR estimait que 323 575 d'entre eux se trouvaient sur le territoire espagnol. La Commission a ainsi tout intérêt à s'assurer de leur intégration en Amérique latine en y envoyant des fonds, sous couvert d'un élan solidaire.